

Document

Libye : coup d'Etat et géopolitique

(<http://www.voltairenet.org/fr> - par Alessandro Lattanzio)

Le 14 mars 2011

Pour le géopoliticien italien Alessandro Lattanzio, l'insurrection en Libye mixe des éléments de coup d'Etat et de soulèvement populaire au profit d'une coalition hétéroclite rassemblant anciens monarchistes pro-occidentaux et khomeinistes ou communistes anti-Kadhafi. Cette alliance contre nature profite en définitive aux puissances impérialistes.

Les dynamiques sous-jacentes de l'explosion de la crise en Libye sont sans doutes nombreuses. Il y a des causes internes, en raison des frictions entre factions au sein de l'administration et des organes politiques de la Jamahiriya. Cependant le cœur du coup d'Etat manqué et transformé en révolte se compose de franges de l'ancien régime colonial, certains transfuges du gouvernement et diverses organisations de mercenaires, qu'ils soient les mythiques *bloggers démocratiques* résidant à Londres ou Washington, ou les escadrons de mercenaires composés des éléments issus des Frères musulmans égyptiens et des anciens combattants des guerres en Afghanistan (qui ont été déjà utilisés par les Britanniques pour chercher à assassiner Kadhafi, dans le milieu des années 90). Le tout coordonné par les agents de renseignement et des forces spéciales anglais, français et égyptiens. Cette description de la situation est maintenant acceptée et même saluée par les médias *mainstream*, de toute évidence à l'exception des déchets de ce qui avait été un puissant mouvement d'émancipation, mais qui aujourd'hui, surtout dans l'Ouest, ne sont que des déchets de l'aliénation, qui adaptent la réalité à un romantisme vain et vide.

Ce qu'on observe en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, n'est pas le renversement révolutionnaire de l'équilibre des pouvoirs au sein des sociétés arabes. Mais le contraire, une vague de changement de l'équilibre des pouvoirs au sein de la direction des États-Unis, de la stratégie offensive des factions politiques à Washington, de ceux qui ont subi l'attaque networkcentrique représentée par les « *révélation* » de Wikileaks. D'où la mise en garde de Robert Gates, secrétaire à la Défense états-unien, qui à la fin de l'administration Bush Jr., a été invité à diriger le Pentagone pour remédier aux fautes de M. Rumsfeld et des néo-cons. Les franges de l'administration internationaliste actuelle, Brzezinski et Clinton, ont un intérêt à participer et à guider les émeutes arabes plus ou moins spontanées. Ne disposant plus de la force militaire capable d'imposer leur stratégie, ils utilisent l'arme de la propagande, conçu, implémenté et testé dans les environnements politiques et sociaux les plus divers. Ils ont analysé où 'la cinquième arme' a réussi et où elle a échoué. Ils ont constaté que ces « *révolutions* », une fois victorieuses, n'ont jamais une longue espérance de vie, car elles sont conçues pour mettre en œuvre les recettes économiques libérales, un objectif qui porte en lui leur rapide extinction. C'est pourquoi il est naturel de s'interroger sur le but réel de ces « *révolutions* » : visent-elles à imposer de nouveaux régimes pro-occidentaux ou pro-israéliens, ou à créer le chaos régional. ? Les dirigeants israéliens ont été choqués par les événements en Egypte. Ils craignent que de telles transformations se produisent aussi dans leur arrière-cour jordanienne, au détriment du gouvernement Netanyahu. Celui-ci est un gouvernement de droite —donc pro-républicain— avec une forte présence d'opposants à la clique Brzezinski/Clinton. En outre, le parti russophone d'Avigdor Liberman y maintient des contacts constants avec Moscou et Minsk. Par conséquent Netanyahu ne recueille pas beaucoup de sympathie dans l'administration états-unienne actuelle. Ceci pourrait expliquer l'offensive « *colorée* » du département d'Etat U. S. contre des amis et alliés d'Israël, quoique vieux et usés. Ceci expliquerait aussi l'enthousiasme d'une partie du monde islamique pour les événements en Afrique du Nord et le Proche-Orient : l'Iran, le Hezbollah et le Hamas. Entre autres choses, l'Iran et le Hezbollah soutiennent le putsch revanchard en Libye, en raison de leur contentieux historique avec Triopli, depuis la disparition de l'imam Moussa Sadr, fondateur du parti chiite Amal du Liban, disparu en 1978 lors d'un voyage à Tripoli.

Même les partis communistes régionaux —dont le poids est marginal à l'exception notable du Parti communiste syrien, le seul qui a un poste de responsabilité dans le monde arabe— ont exprimé leur soutien à la révolte-coup de Benghazi. Ceci aussi est aussi le fruit de l'histoire : le Parti communiste du Soudan échoua à s'emparer du pouvoir en 1970, puis ses dirigeants furent capturés par Kadhafi et condamnés à mort par Nimeiry.

L'administration Obama est au centre de cet affrontement, en présence de Moscou et de Pékin, qui ne comprennent pas bien la dynamique interne du sommet de la politique états-unienne. La Russie et la Chine sont dans une position d'attente, en particulier en ce qui concerne l'affaire libyenne. Certes, le consentement donné aux sanctions et à l'embargo de l'ONU sur les ventes d'armes, doit avoir quelque chose de rafraîchissant pour Washington. Il est certain que cette décision a été prise avec des arrière-pensées : avec la Libye hors le jeu et la hausse des prix du pétrole, l'Europe sera un peu plus dépendante du pétrole et du gaz russes. Et sans aucun doute la position de l'Iran est dictée par le même genre de considérations. Pour Téhéran, le chaos au Proche-Orient est une police d'assurance : si les pays producteurs de pétrole et de gaz sont perturbés par des émeutes et des révoltes, ou s'ils sont en proie à des guerres civiles, la production et la disponibilité du pétrole mondial seront affectés, ce qui contraindra les pouvoirs malveillants à suspendre toute idée d'agression armée, de peur de dévaster plus encore l'économie mondiale en provoquant une crise énergétique supplémentaire. La Chine a sans doute eu à choisir : soutenir la Libye, avec qui elle n'a pas de relations économiques notables, ou resserrer ses liens grandissants avec l'Arabie saoudite, qui entretient déjà de fortes relations économiques et stratégiques avec Pékin, sachant que la monarchie des Saud joue également dans le coup contre Kadhafi, grâce à la puissante influence qu'il exerce sur les Frères musulmans égyptiens.

Outre l'implication des deux principales factions dominantes états-uniennes, qui, si elles n'ont pas lancé cette vague de « *révolutions colorées* » les soutient largement, il y a une forte implication de Londres et éventuellement de Paris. Et, amère et tragique ironie de l'Histoire, les Britanniques et les Français ont envoyés des « conseillers » militaires à Benghazi pour aider le « peuple » à organiser la lutte contre Tripoli. Ils ont apportés leur soutien à d'obscurs dissidents et aux épaves de la Senoussia, le clan de la monarchie coloniale. Ils se sont appuyés sur une campagne de diabolisation médiatique et incontrôlée à travers des networks pseudo-arabe, al-Jazira et Al-Arabiya, qui ont leur siège à Londres et à New York. Une campagne médiatique pour soutenir une intervention armée et l'invasion de la Libye. Une opération d'un succès extraordinaire, compte tenu du faible niveau d'analyse critique de la cible : la gauche de l'Union européenne et le militantisme islamiste arabe. Déjà au Pakistan, le public et les élites politiques doutent.

L'ironie âpre et amère est que, après l'échec d'un mois d'insurrection « spontanée », l'impérialisme est acculé à intervenir ouvertement. Londres, Paris et Washington seront en mesure de régler leurs comptes avec ce qui reste de l'héritage anti-impérialiste et populaire de Gamal Abdel Nasser, dont Kadhafi est le dernier disciple. Depuis la défaite du colonialisme anglo-français en 1956 à Suez, les impérialistes à Paris et à Londres attendaient le moment de leur vengeance, pour chercher à réimposer leur domination dans la région, fusse au détriment des Etats-Unis en difficulté, et surtout contre les peuples. Derrière les changements de façade à Tunis et au Caire, les vastes ressources de la Libye seront de nouveau saisies par l'Occident, tandis que les côtes libyennes qui accueilleront une fois de plus des bases de l'OTAN, essentielles à l'expansion de la domination régionale des États-Unis et ses alliés.

En ce qui concerne l'Italie, 150 ans après sa prétendue « unité », les milieux dirigeants de Londres lui rappellent que les frontières géopolitiques sont absolues. Les conséquences géostratégiques et géopolitiques peuvent se révéler mortelles, si les forces populaires de la Libye doivent répondre à l'agression armée combinée de l'islamisme et de l'impérialisme occidental. Comme indiqué ci-dessus, les puissances occidentales, très affaiblies par des années de guerres, n'ont pas la force d'imposer un nouvel ordre régional, mais peuvent encore créer le chaos et démanteler le Maghreb/Mashrek. L'effet perturbateur de cette stratégie suicidaire rappelle celle des kamikazes japonais, arme de désespoir du Japon impérial lorsqu'il prit conscience d'avoir perdu la guerre du Pacifique, pourrait toucher l'Europe et apporter de graves dommages aux pays les plus exposés, comme l'Italie, l'Espagne, la Grèce.

Cet épisode est la dernière tentative de terre brûlée autour de Moscou, Berlin et Pékin, avant qu'ils ne forment la masse géopolitique qui inquiète les apologistes et les « stratèges » de la mondialisation, du « monde unipolaire » : la réalité dominée par l'élite politico-économique rhodesiano-rockefellerienne de l'axe Wall Street-City.

Alessandro Lattanzio

Rédacteur à *Eurasia. Rivista di studi geopolitici*, et expert de questions stratégiques.